

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL
PRÉSENTÉ AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
Ottawa, Ontario
Réunion du 20 au 22 septembre 2016**

Consœurs, confrères et amis,

Cet été, le SCFP a montré sa force et son esprit communautaire en tant que commanditaire ou participant à un large éventail d'activités estivales – défilés de la Fierté, manifestations « Black Lives Matter », foires et barbecues – dont le point culminant a été les grandes activités organisées pour la fête du Travail partout au pays. Je suis très fier que le SCFP ait contribué au financement de bon nombre de ces activités.

En Ontario, nous avons aussi connu d'autres rassemblements. Notamment, nous avons vécu ce que le SCFP-Ontario a nommé « l'été de la grève ». À un moment, quatre sections locales étaient en grève, la plus longue est menée par la section locale 2974 du SCFP, travailleuses et travailleurs de bibliothèque d'Essex. Leurs piquets de grève ont été érigés le 25 juin et au moment d'écrire ce rapport les membres étaient toujours sur la ligne de piquetage. Il faut dire que le fait de savoir que la Caisse de grève est solide a donné du pouvoir et de la force aux grévistes.

Forum social mondial

En août, plus de 15 000 militants de syndicats, mouvements sociaux et organismes non gouvernementaux de toute la planète se sont réunis à Montréal pour participer au Forum social mondial. Avec des militants et des membres du personnel, le SCFP a contribué au Forum, notamment en animant des ateliers sur les moyens à prendre pour améliorer et protéger les services publics comme l'eau, l'énergie, le transport et la santé.

Au nom des 30 000 travailleuses et travailleurs du secteur de l'énergie du SCFP, j'ai participé à un atelier intitulé « Ce que font les travailleurs québécois et canadiens pour lutter contre les changements climatiques et progresser vers une démocratie énergétique ». L'atelier était organisé par l'Internationale des services publics, qui représente près de 700 syndicats du secteur public du monde entier, et Trade Unions for Energy Democracy (Syndicats pour la démocratie énergétique), un groupe qui coordonne 47 syndicats luttant pour la démocratie énergétique dans le passage à une économie verte. Voici un extrait de mon exposé :

« L'énergie, qu'elle soit hydroélectrique ou solaire, est aussi essentielle que l'eau dans une société moderne. Elle permet le développement social et économique. Nous devons donc travailler ensemble à protéger son caractère public. Quand il est question de projets d'infrastructure verte, on présente souvent la privatisation comme la seule possibilité. C'est tout simplement un mensonge. La privatisation de l'énergie, comme ce qu'on tente de faire en Ontario, réduit notre contrôle des ressources en énergie et nous éloigne de la démocratie énergétique. »

J'ai affirmé que la lutte pour garder Ontario Hydro publique en Ontario est un excellent exemple de ce type d'enjeux et que le SCFP est un intervenant important dans la coalition qui s'oppose à la vente des services d'énergie et défend leur caractère public.

J'ai aussi pris la parole au Forum sur les Collectivités bleues, où j'ai parlé de ce que fait le SCFP national dans la lutte contre l'extraction et la privatisation de l'eau, en soulignant que l'eau est un droit fondamental.

Accroître la transparence financière et la reddition de comptes – Rapports des syndics

L'une de mes grandes priorités pour 2016 est d'accroître la transparence financière et la reddition de comptes dans l'ensemble du SCFP. Comme vous le savez, au début de l'année, j'ai demandé aux sections locales de se conformer aux statuts nationaux du SCFP et de soumettre des rapports de syndics à mon bureau. Un rapport préliminaire montre que, jusqu'à maintenant, la réponse a été bonne. Je peux signaler que nous avons reçu environ 41 % des rapports des syndics.

C'est plus que l'an dernier, mais il reste beaucoup de travail à faire. Parmi les rapports soumis par les sections locales, les trois quarts ont été trouvés répondant aux normes et ont été acceptés. Il manque de l'information pour les autres et un suivi est en cours.

Nous en avons aussi beaucoup appris sur le genre d'aide additionnelle dont ont besoin les sections locales, comme une formation plus spécifique pour les syndics, ainsi qu'un soutien pour l'orientation des nouveaux secrétaires-trésoriers. En collaboration avec nos directions du développement syndical et de l'organisation et des services régionaux, nous nous attaquerons à ces importantes questions et nous augmenterons l'appui là où il le faut.

Groupe de travail sur la Caisse nationale de grève

Au congrès national de 2015 à Vancouver, en Colombie-Britannique, le document d'orientation stratégique adopté pour 2015-2017 prévoyait la création d'un groupe national de travail doté du mandat suivant :

... [examiner] les questions suivantes :

- a) la période d'attente pour les indemnités de grève;*
- b) le montant de l'indemnité de grève hebdomadaire;*

- c) *les effets des règlements de la Caisse de grève pour les membres en emploi précaire;*
- d) *l'accès à la Caisse nationale de grève lorsque le droit de grève est limité par la loi (par exemple, les lois sur les services essentiels);*
- e) *la personne responsable de déterminer les tâches et activités de grève;*
- f) *les politiques d'autres syndicats sur ces questions;*
- g) *toute autre question déterminée par le Conseil exécutif national, dont l'historique de l'appui à la grève au SCFP.*

Le groupe de travail sera présidé par le secrétaire-trésorier national et sera formé de neuf membres approuvés par le Conseil. Le groupe de travail consultera les sections locales du SCFP et rendra compte régulièrement aux membres dans le cadre des rapports trimestriels des dirigeants nationaux.

Le groupe de travail présentera son rapport au Conseil exécutif national au plus tard en septembre 2016 afin qu'il puisse présenter un compte-rendu aux congrès des divisions provinciales du printemps 2017 ainsi qu'au congrès national de 2017.

Je félicite les membres du groupe de travail pour le dévouement et l'engagement dont ils ont fait preuve tout au long de l'intense exercice mené au cours des six derniers mois. D'emblée, nous voulions d'abord répondre aux besoins des membres et assurer la solidité de la Caisse de grève.

Nos discussions ont été minutieuses. Nous avons tenu compte d'un large éventail de données et d'enjeux relatifs à la grève, dont les implications financières de la modification du délai d'attente, la bonification des prestations versées pendant une grève et l'amélioration du soutien offert aux sections locales qui doivent avoir recours à l'arbitrage de différends. Nous avons aussi entre autres, recommandé de moderniser l'administration des indemnités de grève par le traitement électronique et de mettre à jour la formation et la préparation offertes aux sections locales et au personnel, de définir des rôles efficaces pour les membres qui ont besoin de mesures d'adaptation et d'instituer un examen automatique des règlements de la Caisse de grève à tous les quatre ans.

Le fait que les recommandations du groupe aient été unanimes doit être souligné. Son rapport est présenté à la réunion du Conseil de septembre, puis le sera à chaque congrès de division provinciale de 2017, et enfin au congrès national de l'automne 2017. Je remercie les membres du groupe de travail pour tout ce qu'ils ont accompli et je suis impatient de faire rapport aux leaders du SCFP de tout le pays au cours de la prochaine année.

Fonds pour les feux de forêt de l'Alberta

Je suis toujours très fier de notre solidarité. Elle s'est encore une fois concrétisée lorsque nous avons demandé des dons pour appuyer le *Fonds de secours du SCFP national pour les feux de forêt du nord de l'Alberta*. Les membres ont donné un peu plus de 204 000 \$, de l'argent qui ira directement aux collectivités touchées par les feux. Cette somme s'ajoute aux dizaines de milliers de dollars versés au Fonds du SCFP-Alberta par les sections locales du SCFP de l'Alberta et d'ailleurs.

Programme d'aide aux employés du SCFP

Comme nous l'avons annoncé précédemment, la consœur Anne Didier prend sa retraite cet automne. Au nom de tous les membres du SCFP, et en particulier des membres du personnel qui ont bénéficié du dévouement et du soutien d'Anne au cours des dix années et plus où elle a été coordonnatrice du PAE, je la remercie et la félicite pour son immense contribution au SCFP. Nous avons bien sûr prévu une période de transition et nous souhaitons la bienvenue au nouveau coordonnateur du PAE, le confrère Blain Morin. Nous sommes impatients de collaborer avec lui dans son nouveau rôle. Dans le cadre du processus de transition, les délégués sociaux du PAE se sont réunis en septembre avec Anne et Blain pour participer à une séance de formation et de planification.

Ontario Cornerstone Leadership Corporation (OCLC)

Au début des années 2000, avec d'autres syndicats, le Conseil exécutif national a approuvé un investissement de 300 000 \$ dans l'Ontario Cornerstone Leadership Corporation (OCLC) pour l'acquisition d'un édifice. Depuis, le SCFP national a participé à la gouvernance de l'OCLC, qui gère l'édifice. Dernièrement, l'OCLC a revu sa situation financière et a vendu la propriété située au 101, rue Richmond, à Toronto. L'édifice a été vendu à profit, ce qui a permis l'achat d'une nouvelle propriété en condominium située au 2069, boul. Lakeshore Ouest. Le coût du nouvel édifice a permis son acquisition sans hypothèque.

Vote de représentation – Affaires sociales au Québec

Au cours des prochains mois, le SCFP relèvera l'un des plus grands défis de son histoire. En effet, 15 000 membres du SCFP touchés par la fusion d'établissements au Québec seront appelés à choisir le syndicat qui les représentera lors de, la tenue d'un vote de représentation. En tout, 200 000 travailleuses et travailleurs de la santé sont touchés. Les restructurations imposées par le gouvernement entraînent d'immenses changements dans la configuration des unités de négociation. Leur nombre passera de 800 à tout juste 80 et, sur 182 établissements de soins de santé, il n'en restera que 34. Le SCFP national accorde son soutien indéfectible à ses membres du secteur de la santé au Québec, aux prises avec ce scrutin postal imposé par le gouvernement. Le vote se déroulera du 30 janvier au 24 février 2017 et les résultats seront rendus publics du 19 au 21 avril 2017.

ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 juin 2016 était de 209,7 millions de dollars, comparativement à 206,9 millions de dollars au 31 mars 2016 et à 207,2 millions de dollars au 31 décembre 2015. Les postes significatifs sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 30 juin 2016 était de 13,2 millions de dollars comparativement à 13,9 millions de dollars au 31 mars 2016 et à 14,8 millions de dollars au 31 décembre 2015. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités internes destinées aux prestations

de retraite, à la capitalisation du régime de retraite, au congrès de 2017, à une réserve pour la gestion des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 153,7 millions de dollars au 30 juin 2016, une hausse comparativement à 151,9 millions de dollars au 31 mars 2016.

Grâce à la bonne gouvernance du SCFP qui s'est doté d'une feuille de route pour les avantages sociaux futurs en 2005, nous continuons de progresser vers l'atteinte de notre but, qui est d'inscrire tout le passif de capitalisation des avantages sociaux futurs au bilan. Avec l'inflation, l'augmentation des coûts de la santé, la hausse des salaires et le reste, on peut s'attendre à ce que le passif réel augmente chaque année. Ainsi, de l'an dernier à cette année, le véritable passif est passé de 170,3 à 184,4 millions de dollars.

Le bilan du 31 décembre 2015 a inscrit un passif de 96,9 millions de dollars, ce qui laisse un écart non inscrit de 87,5 millions de dollars comparativement à un écart de 87,4 millions de dollars à la fin de 2014. 2015 a été la première année au cours de laquelle les dépenses consacrées à la capitalisation des avantages sociaux futurs inscrites dans les comptes ont dépassé le coût de service pour cette année, ce qui nous a permis d'inscrire 558 000 \$ pour la réduction de l'écart. Au cours des six premiers mois de 2016, nous avons inscrit 3,8 millions de dollars de plus au passif, ce qui porte le passif total inscrit à 100,7 millions de dollars.

Le solde de la Caisse au 30 juin 2016 se situait à 56,0 millions de dollars, dont 4,9 millions de dollars sont réservés comme suit : Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales, 1,0 million de dollars et Fonds pour les édifices régionaux, 3,9 millions de dollars. Du solde de la Caisse, nous avons investi 58,5 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde négatif sans restriction de 7,1 millions de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le déficit d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et les gains non matérialisés sur les placements) pour le cumul de l'année est de 908 000 \$ comparativement à un déficit prévu de 932 000 \$. Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 383 000 \$ et le revenu total est inférieur de 65 000 \$. Les dépenses totales sont présentement inférieures au budget de 89 000 \$.

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique étaient inférieures au budget de 756 000 \$ étant donné le moment où les paiements sont faits pendant le reste de l'année.
2. Les coûts fixes du personnel étaient inférieurs au budget de 453 000 \$.
3. Le Fonds de riposte est présentement inférieur au budget de 225 000 \$.
4. Les dépenses des comités nationaux ont été supérieures au budget de 271 000 \$ surtout à cause de la Rencontre de tous les comités qui a lieu l'année qui suit le congrès.

5. Les dépenses de la Direction des services nationaux ont été supérieures au budget de 419 000 \$, uniquement à cause des frais juridiques et d'arbitrage approuvés pour le cumul de l'année.
6. Les frais de déplacement étaient supérieurs au budget de 454 000 \$ parce qu'il y a eu de nombreux déplacements pour assister aux rencontres du personnel et aux congrès pendant les trois premiers mois de l'année.

Caisse nationale de défense

L'actif total s'élevait à 12,2 millions de dollars au 30 juin 2016, comparativement à 11,6 millions de dollars au 31 mars 2016 et à 10,6 millions de dollars au 31 décembre 2015. Le solde, au 30 juin 2016, était de 3,1 millions de dollars, comparativement à 4,4 millions de dollars au 31 mars 2016. En outre, nous avons des placements totalisant 7,6 millions de dollars, en hausse de 2,0 millions de dollars par rapport au 31 mars 2016.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 483 000 \$, comparativement à 1,3 million de dollars au 31 mars 2016. Nous avons aussi un passif de 3,9 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, en baisse par rapport à un montant de 4,5 millions de dollars à la fin du premier trimestre.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour la première moitié de l'année ont totalisé 1 338 056 \$ du budget annuel de 3,1 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont établies à 739 705 \$, et les initiatives nationales en matière de stratégie ont totalisé 1 190 499 \$. Le total des dépenses consacrées aux initiatives régionales s'est établi à 310 593 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 30 juin 2016 s'élevait à 90,0 millions de dollars, comparativement à 86,8 millions de dollars au 31 mars 2016 et à 85,5 millions de dollars au 31 décembre 2015. Cet actif était formé de 2,6 millions de dollars en liquidités, de 1,5 million de dollars en capitation à recevoir et de 85,8 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 55 000 \$, en baisse par rapport au montant de 202 000 \$ au 31 mars 2016. Au 30 juin 2016, le solde de la Caisse s'établissait à 89,9 millions de dollars, comparativement à 86,6 millions de dollars au 31 mars 2016 et à 84,5 millions de dollars au 31 décembre 2015.

Les revenus de la Caisse de grève, y compris les revenus de placements, s'élevaient à 6,0 millions de dollars au 30 juin 2016. Les dépenses pour la même période ont totalisé 2,6 millions de dollars. Il en résulte un surplus net pour l'exercice de 3,4 millions de dollars, avant une perte non matérialisée de 2,0 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUT ET RÉGLEMENTS

Section locale 2974 – Employés de la bibliothèque du comté d'Essex, 58 membres en grève depuis le 25 juin 2016 – en cours.

Section locale 1989 – Conseil de la bibliothèque de Mississauga, 410 membres en grève le 4 juillet 2016, rentrés au travail le 27 juillet 2016.

Section locale 926 – Travailleurs des métiers de l'Université Wilfrid-Laurier, 103 membres en grève le 10 juillet 2016, rentrés au travail le 17 juillet 2016.

Section locale 2204-14 –YMCA-YWCA d'Ottawa, 40 travailleurs à temps plein et à temps partiel, en grève les 12 et 13 juillet.

RETARDS DANS LA CAPITATION

Pour le trimestre terminé en juin 2016, les retards s'élevaient à 8 490 306 \$, en hausse de 2 724 646 \$, ou 47,26 %, par rapport au trimestre précédent terminé en mars 2016. Les retards ont augmenté de 117,77 % par rapport à juin 2015.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

Le plan du comité de direction de la gestion de l'information-technologie de l'information (GI-TI) continue d'être mis en œuvre. Au cours des mois qui viennent, le Service de la TI se concentrera surtout sur le lancement du nouveau système de gestion de la relation membre (SGRM), sur la consolidation du système de gestion électronique des documents (SGED) et sur la planification de ses priorités pour 2017.

Développement de systèmes :

Système de gestion de la relation membre (SGRM)

La mise en place, il y a six mois, du nouveau système de GRM qui a remplacé l'ancienne application SISL a connu un vif succès. Un grand nombre d'utilisateurs se servent chaque jour de la GRM et très peu de problèmes sont signalés. Le soutien des utilisateurs assuré par la Direction de l'OSR et par le Service de la TI explique en grande partie cette réussite.

Le lancement 1a du système de GRM doit avoir lieu au cours de la première moitié de septembre. Ce lancement inclut d'importantes améliorations, dont l'ajout d'un champ descripteur à l'affectation des conseillers dans les cas où plus d'un conseiller syndical est affecté à une unité de négociation, ainsi que la capacité de stocker tous les types d'affectations des conseillers. Le système pourra également saisir des données sur le régime de retraite d'une unité de négociation particulière, comme le type de régime et son modèle de gouvernance.

Prévu pour novembre 2016, le lancement 2 du système de GRM sera particulièrement important avec l'ajout du nouveau module de convention collective (CC) qui remplace l'actuelle application SICC.

Système de gestion électronique des documents (SGED)

Cet été, l'équipe de projet du SGED a préparé le démarrage de la migration du SCFP vers un système de gestion électronique des documents (SGED). Une session de deux jours tenue au bureau national a rassemblé les chefs d'information, ou CI, du SGED, un groupe nommé par la direction du SCFP et formé des secrétaires exécutives et exécutifs et des adjointes et adjoints administratifs de tout le SCFP. Les participants ont reçu une formation sur le *OneDrive for Business*, qui fournit un espace dans le nuage informatique permettant de stocker, partager et synchroniser les fichiers de travail.

Les CI SGED sont en train d'apprendre à connaître et à mettre à l'essai tous les éléments du *OneDrive for Business* pour les nouvelles règles régissant les noms de fichiers et les politiques de gestion de l'information. Ils travailleront en étroite collaboration avec l'équipe de projet du SGED au cours de la prochaine année pour aider le SCFP à se doter d'un « système de classement électronique » cohérent pour l'ensemble des employés.

Ces importantes étapes du projet de SGED ne peuvent être mises en œuvre qu'avec l'aide de tous les employés du SCFP.

Infrastructure de la TI :

Opérations

En 2016, la TI s'est efforcée de trouver des solutions pour aider le SCFP à, non seulement améliorer sa productivité, mais aussi à offrir un milieu de travail plus respectueux de l'environnement.

À compter de cet automne, la TI du SCFP amorcera un projet pilote avec *Skype pour les entreprises* afin de remplacer l'actuelle et vieillissante infrastructure téléphonique du SCFP. Les essais se feront avec des usagers du bureau national et du bureau d'Ottawa. Si le projet pilote se déroule bien, la TI du SCFP mettra en place une solution *Skype pour les entreprises* entièrement intégrée pour les usagers de toute l'organisation. Cette méthode remplacera les combinés téléphoniques de bureau et donnera aux usagers une plus grande flexibilité en communication, comme des réunions en personne en ligne, le partage de présentations en ligne et l'audioconférence. L'installation complète est prévue en 2017.

En outre, la TI du SCFP a étudié les moyens que peut prendre le SCFP pour être plus efficace en ce qui a trait à l'impression, la copie, la numérisation et la télécopie, dans le but d'utiliser moins de papier, d'électricité et de fournitures générales. À cette fin, une demande de proposition a été lancée afin d'obtenir une solution efficace pour le SCFP. Des réponses à la demande de proposition sont déjà arrivées et sont en cours d'examen. La transition vers les nouveaux appareils dans l'ensemble du pays se fera en 2017.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Nous avons presque terminé la conception des nouveaux locaux qui hébergeront le bureau régional de la Colombie-Britannique (BCRO) à Burnaby et nous lancerons un appel d'offres pour la construction de nos améliorations locatives à la fin d'octobre. Notre équipe de projet travaille toujours avec autant de diligence à la création d'un milieu de travail moderne, polyvalent et respectueux, qui favorisera l'échange d'idées et la collaboration. Nous ferons participer le personnel à ce projet pour maximiser notre investissement. L'emménagement devrait avoir lieu à l'automne 2017.

Nous avons retenu les services d'une société nationale de génie multidisciplinaire pour effectuer les rapports d'état détaillés et l'analyse du cycle de vie des édifices de toutes nos propriétés, exercice qui devrait être terminé d'ici la fin de 2016. Plusieurs propriétés ont déjà été inspectées. Ce projet est essentiel à l'amélioration de la gestion de nos propriétés et de nos procédures de planification.

Baux

Les améliorations intérieures du nouveau bureau de Peel située au 25, ave Watline, à Mississauga, sont terminées et le personnel a emménagé dans les nouveaux locaux au début d'août.

Le bail du bureau de Terrace en Colombie-Britannique a été renouvelé pour cinq ans. Nous continuons à explorer les possibilités de renouvellement de bail des bureaux de Sudbury, Kenora, Oshawa et Winnipeg. Nous étudions également nos options pour le bureau de Barrie et envisageons de nouveaux locaux pour le bureau d'Abbotsford.

CONFÉRENCES ET ACTIVITÉS

Le SCFP national est prêt pour un automne rempli d'activités nationales. En septembre et en octobre, il y aura un grand nombre de réunions de comités et de services, dont une table ronde de deux jours sur la garde à l'enfance et les congés parentaux et familiaux, qui se tiendra au Westin Ottawa, les 27 et 28 septembre. Cette réunion rassemblera des personnes travaillant pour diverses organisations de garde à l'enfance, dont les membres du Groupe de travail national sur la garde à l'enfance et du personnel du SCFP.

Les préparatifs de la Conférence du Conseil national des secteurs du SCFP, qui aura lieu à Winnipeg du 17 au 20 octobre 2016, vont bon train. Il ne reste plus de chambres standards au Holiday Inn & Suites Winnipeg Centre-ville, à l'Hôtel Radisson et au Delta et les inscriptions ont atteint 860 membres. Les deux provinces en tête dans les inscriptions sont l'Ontario (257) et la Colombie-Britannique (133).

Avec la fin de l'été, nous nous attendons à une hausse du nombre d'inscriptions au cours des semaines précédant la Conférence.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Formateurs

Les formateurs sont essentiels au programme d'éducation toujours plus vaste du SCFP. Chaque année, la Direction du développement syndical forme de nouveaux formateurs pour refaire le plein d'équipes dans les régions, puisque beaucoup passent à autre chose pour différentes raisons. La formation transforme réellement celles et ceux qui la suivent et, en cinq jours à peine, les participants acquièrent de nouvelles perspectives et motivations en tant que militants et éducateurs.

En décembre, nous formerons 26 nouveaux formateurs en Ontario. Avant la date limite, nous avons déjà reçu des centaines de demandes d'inscription de toute la province. Le choix des candidats est basé sur des critères comme la situation géographique, la diversité, le bilinguisme, la disponibilité et l'expérience au sein du SCFP.

Nous formons des formateurs qui pourront offrir des ateliers où la sécurité et le respect sont assurés. Des grilles d'égalité et de classe sont appliquées à toute la documentation des ateliers. En outre, ces derniers sont conçus pour respecter et favoriser l'expression de l'expérience réelle de nos membres, car nous voulons susciter un changement positif dans nos sections locales, nos collectivités et l'ensemble de la société.

Séance d'information et d'orientation en préparation du départ de la tournée de solidarité internationale

Le 12 juillet, la Direction du développement syndical et le Fonds Justice mondiale ont mis à l'essai la toute première séance d'orientation offerte aux participants à la tournée de solidarité internationale aux Philippines avant leur départ.

La séance d'orientation d'une journée proposait des outils et des ressources qui permettront aux membres de former une délégation solide et unie. La préparation d'équipe a accru la confiance et la compréhension des participants quant aux rôles qu'ils devront jouer dans un contexte international plus large. Elle constitue une étape importante de l'intégration de la tournée dans une vaste expérience d'apprentissage.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Le Conseil de fiducie mixte (CFM) a tenu sa troisième réunion de l'année en septembre pour discuter des activités du Régime. Les fiduciaires ont aussi invité les constituants à participer à l'assemblée annuelle, le 8 septembre, afin d'expliquer le processus décisionnel du CFM lorsqu'il faut changer de gestionnaires de placements ou en ajouter de nouveaux, diversifier le portefeuille du Régime et suivre la mise en œuvre de ces changements.

Comme je l'ai souligné dans mon rapport précédent, nous continuons de rencontrer les constituants et les conseillers professionnels du Régime pour parler de la réduction du déficit de solvabilité. Le ratio de solvabilité du marché a diminué, passant de 96,9 % au moment de la dernière évaluation actuarielle déposée auprès des autorités

gouvernementales (le 1^{er} janvier 2014), à un ratio de solvabilité estimé à 82,6 % le 1^{er} août 2016. La prochaine évaluation actuarielle du Régime doit être déposée le 1^{er} janvier 2017.

En août 2016, la consœur Wendy Lyon a été nommée fiduciaire suppléante pour le SEBP en remplacement de la consœur Heather Dillabaugh.

Les participants du Régime pourront bientôt accéder aux relevés annuels passés et présents grâce au site www.cepp.ca/fr.

Retraites

La consœur Linda M. Dennis, bureau régional du Manitoba – 1^{er} août 2016
Le confrère John D. Malcolmson, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} septembre 2016
Le confrère Casey Thomson, bureau de Nanaimo – 1^{er} novembre 2016
Le confrère Bruce McLeod, bureau de Red Deer – 1^{er} novembre 2016
La consœur Hélène Bélanger, Service des communications – 1^{er} novembre 2016
Le confrère John A. Horsfield, bureau de Victoria – 1^{er} janvier 2017
La consœur Hélène Lahaie, Service de l'administration – 1^{er} janvier 2017
La consœur Josée Lafond, bureau de Québec – 1^{er} avril 2017

CONCLUSION

Je demeure optimiste quant à notre capacité à nous mobiliser pour résister aux nombreuses forces qui agissent contre nous dans nos collectivités et nos milieux de travail. Avec l'augmentation des fonds de la Caisse de défense votée par nos membres au congrès national de 2015, nous disposons des ressources voulues pour soutenir toutes les campagnes qu'entreprendra le SCFP au pays.

Nous continuerons à surveiller de près et à protéger les finances et l'infrastructure du SCFP afin d'accroître la force de notre syndicat et notre pouvoir comme force de changement social positif.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

:mar/sec